

1 000 médecins et scientifiques dénoncent la proposition de réintroduction de certains pesticides

Dossier de rédaction de H2o
May 2025

À

Plus de 1 000 chercheurs, médecins, soignants, publient ce lundi 5 mai une lettre ouverte aux ministres de la Santé, de l'Agriculture, du Travail et de l'Environnement, les quatre ministères de tutelle de l'Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSES). Les signataires dénoncent la proposition de loi Duplomb, le risque d'affaiblissement du rôle de l'agence et l'impact des pesticides sur la santé, indique France Inter qui a pu consulter la lettre.

Cette lettre - portée par Médecins du Monde et Alerte des médecins sur les pesticides - est partagée dans le cadre du débat parlementaire autour de la proposition de loi du sénateur Laurent Duplomb, qui prévoit notamment de réintroduire des pesticides interdits depuis des années. Le texte arrive en ce début de semaine à l'Assemblée nationale pour son examen en commission du développement durable. Les signataires sont également inquiets de la potentielle création d'un "comité d'orientation pour la protection des cultures", prévu dans la proposition de loi. Ce conseil d'orientation agricole pourra désigner des pesticides prioritaires pour lesquels on estime qu'il n'y a pas d'alternative. Le ministère de l'Agriculture pourra alors se passer de l'avis de l'ANSES, qui les autorisait jusqu'ici. Lors de son audition à l'Assemblée le 25 mars, le directeur général de l'ANSES, Benoît Vallet, avait expliqué aux élus que l'adoption de cette proposition de loi, en l'état, entraînerait sa démission. Pour les signataires, c'est "une remise en cause de la place de l'expertise scientifique dans le processus d'autorisation de mise sur le marché à travers un affaiblissement du rôle de l'ANSES". Ils rappellent que depuis 2015, "ce n'est plus au ministère de l'Agriculture mais à l'agence qu'il revient de piloter ce processus dans un cadre scientifique et déontologique contraint".

France Info